

I'Humanité

rouge

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 276

vendredi 30 mai 1975

MARCHAIS SUR LA DEFENSIVE

C'est un bien maussade rapport qu'a présenté Georges Marchais devant le Comité central du P.C.F. les 27 et 28 mai. Tout y est : la satisfaction imbue du soi-disant «grand parti de la classe ouvrière», les pleurnicheries sur les «méfaits de la propagande réactionnaire» et les phrases creuses mais ronflantes sur la «démocratie».

Mais qu'on ne s'y trompe pas, dans cette grisaille c'est de bout en bout un rapport DEFENSIF qu'a présenté le secrétaire général du parti révisionniste et qui témoigne des difficultés croissantes et insurmontables rencontrées par la ligne de trahison des intérêts de la classe ouvrière, du peuple et de la nation.

Posez vous la question : pourquoi les dirigeants du P.C.F. ont-ils tant besoin de clamer de plus en plus fort qu'ils sont «le grand parti de la classe ouvrière» ? Tout simplement parce que la classe ouvrière découvre de plus en plus leur vrai visage et les repousse avec indignation. Pourquoi Georges Marchais a-t-il besoin de déclarer que le «P.C.F. n'a jamais, en aucune circonstance, levé la main contre les libertés» ? Imaginez vous Marx ou Lénine se justifiant piteusement ainsi ? Mais Georges Marchais est antimarxiste et antiléniniste ! N'est-ce pas lui précisément qui exigeait la mise hors la loi bourgeoise des «prochinois» lors de la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Et quand le PCMLF à la suite de son activité révolutionnaire fut contraint à la clandestinité par le pouvoir, le 12 juin 1968, qui cria victoire sinon Georges Marchais et tous les dirigeants du parti révisionniste ? Qui également ne cessa de réclamer à l'Assemblée nationale, au Sénat, dans la presse bourgeoise le vote de la loi scélérate «anticasseurs» ? Et dans la CGT qui lève la main contre les libertés de la classe ouvrière en excluant les militants révolutionnaires qui refusent le Programme commun, comme à l'Alstom Saint-Ouen, en janvier 1974, à l'entreprise Guilloard à Nantes en juin 1974, à Hollenstein en janvier 1975, à Kodak tout récemment et en bien d'autres entreprises. Et au Portugal qui a fait limiter le droit de grève sinon le ministre du Travail, Cunhal, premier secrétaire du P.C.P. ? Qui a fait interdire les organisations marxistes-léninistes AOC et MRPP et arrêter leurs militants sinon le parti «frère» du P.C.F. ? Et qui sinon ce même P.C.P. prive de liberté de presse le Parti socialiste de Mario Soares ?

Vous voyez on n'a même pas besoin d'aller jusqu'en Pologne, où les chars russes tirent sur les grévistes, ni même jusqu'en URSS, où c'est par la terreur sociale-fasciste que sont réprimés les mouvements révolutionnaires des ouvriers et du peuple, on n'imagine très bien ce que serait ce fameux «socialisme aux couleurs de la France» : liberté pour les exploités d'exploiter et répression sociale-fasciste de la classe ouvrière et du peuple.

Non décidément Georges Marchais aura beau lancer des «défis démocratiques» comme il dit et signer avec le Parti socialiste de grandes déclarations sur les libertés, ce ne sera jamais que chiffon de papier. D'autant plus que si jamais les masses populaires venaient à s'en indigner ou même si seulement les dirigeants révisionnistes venaient à manquer, comme ce fut le cas en Tchécoslovaquie, à leur «devoir d'obéissance» vis-à-vis du parti père, russe, que croyez-vous qu'il arriverait ?

Ce n'est pas pour rien que le prosoviétique fanatique, le champion de la défense du social-impérialisme russe, Kanapa vient d'être élu au Bureau politique !

Voilà pourquoi nous disons à la classe ouvrière et aux masses populaires, et plus particulièrement aux militants et sympathisants du P.C.F. que nous ne confondons pas avec la poignée de traîtres qui les dirige : le chemin du socialisme passe par la lutte contre le social-fascisme et pour le renforcement de l'indépendance nationale !

Henri JOUR

Indépendance pour les colonies!

Faisant suite aux affrontements des 25 et 26 mai, de nouveaux incidents violents ont éclaté mercredi soir à Djibouti, portant le total des morts à 15 et celui des blessés à plus de 200.

La presse bourgeoise se faisant l'écho des autorités colonialistes françaises cherche à faire croire qu'il s'agit là d'affrontements fratricides opposant les deux ethnies Afar et Issa. «Le Monde» va jusqu'à parler de différends consécutifs à... une affaire de famille ! Ce sont là purs mensonges !

La vérité est que ces incidents ont opposé la population de Djibouti à des agents en civil de la police coloniale auxquels s'étaient joints les membres de groupes dirigés par des colonialistes. Le porte-parole de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance, M. Ahmad Dini, a déclaré qu'il y a eu «un affrontement entre une partie de la population appartenant aux deux ethnies et favorable à l'accession du territoire à l'indépendance et une fraction dirigée personnellement par M. Ali Aref Bourhan, (lequel) veut inciter la population à la guerre civile pour briser le mouvement d'unité en faveur de l'indépendance.»

Pour notre part, nous nous sommes toujours prononcés avec la plus grande clarté pour l'accession immédiate à l'indépendance nationale de tous les prétendus «DOM» et «TOM», qui demeurent en fait des colonies françaises.

Nous dénonçons fermement l'instauration du couvre-feu à Djibouti, et toutes les mesures de répression colonialiste prises à l'encontre des peuples Afar et Issa, mesures dont le haut-commissaire de la République colonialiste, Christian Dablanc, a donné un aperçu en déclarant mardi : «La gendarmerie et les forces de l'ordre s'opposent à toute action tendant à troubler l'ordre public. Les fauteurs de troubles seront arrêtés, poursuivis et, éventuellement, expulsés du territoire.»

Nous appelons toutes les anticolonialistes de France à combattre systématiquement tous les mensonges de la presse bourgeoise française visant à dénigrer le caractère anti-impérialiste et anticolonialiste de la juste lutte des peuples Afar et Issa, ainsi que tous les nostalgiques de l'empire colonial français. Rien ne saurait justifier la présence colonialiste à Djibouti !

Comment peut-on prétendre défendre l'indépendance nationale de la France menacée par les superpuissances et répondre par la violence et l'oppression à la volonté d'indépendance nationale d'autres peuples ?

Les peuples du monde se soutiennent mutuellement dans la lutte contre le colonialisme, le sionisme, le racisme, l'impérialisme et l'hégémonisme.

LES PEUPLES AFAR ET ISSA VAINCRONT !

Le mouvement de grèves s'étend

AUX PTT : La grève se renforce aux centres de tri de Paris-Brune, Paris-Nord, Montparnasse. Les postiers avancent avec fermeté leurs revendications, entre autres l'embauche de 4 000 agents, la suppression des sanctions, le salaire minimum.

A LA SNCF : A Saint-Etienne, les agents de conduite sont en grève (à 100 %), depuis le 20 mai. La grève s'étend aux dépôts de Lyon, Valence, Vénissieux, pour l'amélioration des conditions de travail. A Rennes, les agents de conduite sont en grève le 29. A Paris-Montparnasse, des mouvements éclatent également.

AUX USINES RHONE-POULENC : Le 28 mai, 60 000 travailleurs ont observé des mouvements de grève, contre les licenciements, pour le maintien de l'emploi.

AUX USINES CHAUSSON : La grève continue, et à Meudon la police est intervenue dans la nuit du 28 au 29, elle a envahi le dépôt pour récupérer les stocks.

LAOS

UNE SITUATION
EXCELLENTE

Un grand meeting a eu lieu le 23 mai au stade de Vientiane, en signe de soutien à la lutte des masses populaires à l'échelle nationale pour expulser les réactionnaires d'extrême droite, pour consolider la paix et la concorde nationale et pour saluer la victoire du mouvement populaire.

Le meeting auquel ont assisté des dizaines de milliers d'ouvriers, d'étudiants, de militaires et d'habitants de divers secteurs de la vie a été organisé par 21 organisations de la Commission de coordination pour le rétablissement de la paix et la réalisation de la concorde nationale au Laos.

Prenant la parole au meeting, Phoumi Vongvichit, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, a chaleureusement exalté le peuple de tous les secteurs de la vie pour sa juste lutte pour expulser les réactionnaires d'extrême droite et pour maintenir la paix et la concorde nationale. Il a dit qu'au Laos, la lutte pour l'indépendance et la justice se développait sur une vaste échelle. Les réactionnaires d'extrême droite, valets des étrangers, ont subi de nouveaux échecs. Les gens qui ont commis des crimes contre le peuple et la nation se sont enfuis à l'étranger. Des conditions favorables sont ainsi réunies pour un remaniement du gouvernement d'union et l'installation d'une assemblée efficace représentant réellement le peuple tout entier.

Il a indiqué que malgré les changements intervenus au Laos, la tâche du gouvernement provisoire d'union nationale et du conseil politique national de coalition est toujours d'appliquer l'accord de Vientiane et son protocole, et de réaliser la concorde nationale. Le peuple Lao poursuivra la voie indiquée dans le programme politique en 18 points.

Concernant la politique extérieure, il a dit que le Laos avancera dans la voie de la paix et de la neutralité et établira des relations amicales avec tous les pays, les pays voisins en particulier. « Nous acceptons volontiers, de tous les pays, quel que soit leur système politique, une aide qui ne soit pas assortie de conditions. »

Les ouvriers américains
à l'action contre le chômage

Le 26 avril dernier 60 000 ouvriers américains se sont rassemblés à Washington pour protester contre le chômage en augmentation et l'inflation galopante.

Voilà longtemps que la base réclamait une telle initiative, la direction ultra-réactionnaire et de collaboration de classe, de la Confédération syndicale (AFL-CIO), refusant d'organiser un quelconque mouvement de protestation. Finalement, les dirigeants ont été contraints d'organiser un meeting dans le stade de Washington... pour y inviter le dénommé... Humphrey, membre du Parti démocrate, bien connu en France des militants anti-impérialistes... « à donner son avis sur la situation ».

La colère des ouvriers devant cette manœuvre et la présence de ce représentant bien connu du capital monopolisateur US a été des plus vives. Des milliers d'entre eux sont descen-

Encore à propos de la pièce satirique égyptienne,

UNE VICTOIRE
DU PEUPLE EGYPTIEN

Dans un numéro précédent nous avons fait état de l'interdiction de la pièce satirique égyptienne « Vive la délégation » sur pression de l'ambassade soviétique au Caire et de leurs maîtres de Moscou.

« Vive la délégation » montre l'arrivée d'une « délégation d'amitié étrangère » dans un village égyptien, sa conduite impérialiste dans le pays, et la résistance des villageois.

La troupe Tahia Kariok a déposé une plainte contre l'interdiction devant le tribunal administratif du conseil d'État. Le 20 mai, le tribunal se prononçait en faveur de la levée de l'interdiction en présence de tous les membres de la troupe.

Cette mesure est le résultat d'un grand mouvement d'indignation parmi le peuple égyptien. Ainsi Tahia Kariok s'était écriée, le 13 mai : « Je suis une égyptienne honnête, j'ai le droit de satiriser tous les hommes ou toutes les situations malhonnêtes qui existent dans notre société, et en particulier nos ennemis (...) Qu'a fait en Égypte l'Union soviétique, elle qui se prétend l'amie des Arabes ? Pour quelle raison l'Union soviétique reste-t-elle en Égypte ? Cela est très clair pour nous tous,

puisque nous savons qui sont nos amis et qui sont nos ennemis (...) Pourquoi l'Union soviétique nous a-t-elle pressés de rembourser nos dettes, alors que nous avons des difficultés économiques ? Nous sommes égyptiens et nous sommes pour notre patrie : l'Égypte. »

Même indignation exprimée dans les journaux du Caire ; ainsi le « Al Akhbar » a écrit : « Cette pièce populaire reflète ce qui se passe dans notre propre pays. Elle est bien meilleure que les pièces dont les thèmes sont des plagiats de l'étranger, et qui n'ont rien à voir avec ce qui se passe chez nous. »

Le 21 mai tous les journaux égyptiens ont annoncé en première page la levée de l'interdiction ; des centaines de personnes ont alors afflué aux guichets ; le 22 mai, le théâtre était plein à craquer et tous les spectateurs ont manifesté avec force, pendant leur spectacle, leur colère face aux menées des « amis » étrangers et leurs sentiments patriotiques profonds.

Certains dirent qu'il s'agit d'un petit fait sans importance. Il n'en est rien : il révèle au contraire la volonté de lutte anti-hégémonique du peuple égyptien qui vient d'inscrire une nouvelle victoire à son actif.

FACE AUX BUCHERONS SUEDOIS

L'URSS briseuse de grève

Les bûcherons suédois, qui sont entrés maintenant dans leur neuvième semaine de grève, sont indignés de la tentative des révisionnistes soviétiques de saboter leurs grèves et d'en tirer profits.

Environ une dizaine de milliers de bûcherons dans le nord de la Suède ont cessé leur travail pour demander des salaires mensuels fixes au lieu du système de salaire à la pièce. Leur action a eu le soutien des flotteurs qui ont fait récemment de leur côté une grève en signe de solidarité.

La grève a frappé durement les compagnies du bois, lesquelles ont

essayé d'y riposter en important du bois à haut prix. Les révisionnistes soviétiques ont accru immédiatement leurs livraisons en Suède, en augmentant le prix de 160 à 200 couronnes suédoises le mètre cube. Parmi les compagnies qui ont acheté du bois soviétique figuraient Modo, Holmen et Assi. La commande de la Holmen était de 100 000 mètres cubes.

Les bûcherons suédois ont été grandement indignés des agissements soviétiques qu'ils considèrent également comme un acte de sabotage contre leur grève. Leur comité de

LE PRESIDENT NIMEIRY

«NON AUX
SUPERPUISSANCES!
OUI A L'UNITE ARABE!»

« L'avenir du monde arabe dépend de la fin de la domination des deux superpuissances dans la région et des efforts que font les arabes pour réaliser l'intégration » a souligné le président soudanais Gaafar Mohamed Nimeiry au cours d'une interview qu'il a accordée à l'hebdomadaire égyptien « Al Mussawar » publiée le 22 mai.

« Les Arabes sont capables de faire face au défi de l'étape actuelle (...) Israël cherche à faire traîner les choses en longueur pour restaurer la situation qui n'est ni la guerre ni la paix. La confrontation militaire avec Israël reste encore nécessaire et cela exige un soutien militaire illimité aux pays du front. »

Appelant à l'intégration économique entre les Arabes, il a précisé qu'une telle intégration était devenue une nécessité du fait de l'existence de grands groupes économiques internationaux. « Les peuples arabes doivent montrer la voie de l'unité, car tel doit être le résultat de l'intégration économique et de la coordination politique. »

grève a appelé les dockers à boycotter l'importation du bois par les capitalistes.

Déjà en été 1974, lorsque les sardiniers portugais étaient en grève, l'URSS apparut soudain parmi les exportateurs de sardines en envoyant un de ses navires réfrigérateurs à Lisbonne avec 1 500 tonnes de sardines.

« Socialistes », « internationalistes » les dirigeants de Moscou ? Non, ce sont des saboteurs des grèves ouvrières sur le plan international. Ce sont de faits qui parlent net !

Renforçons notre soutien
au peuple palestinien

Samedi, à l'aube, une unité de l'armée sioniste israélienne a pénétré en territoire libanais, à la hauteur du village d'Ait Et Shaab. L'armée libanaise a violemment riposté à cette agression.

L'agence de presse palestinienne Wafa a signalé que des combats avaient lieu également dans les secteurs de Nahoura et de Beit Wahoun. Le communiqué signalait que l'ennemi avait attaqué « les positions de l'armée libanaise et celle de la résistance palestinienne ». De son côté, le ministre de la Défense libanais publiait un communiqué où il précisait que « l'aviation et l'artillerie ennemies intensifiaient leurs attaques dans une vaine tentative pour évacuer les morts et les blessés israéliens ».

D'autre part, les agressions répétées au Liban, des fascistes libanais (des « phalanges ») contre les feddayine palestiniens, dépassent largement le cadre national libanais. Elles se situent au cœur du Moyen-Orient où deux superpuissances, USA-URSS, veulent maintenir une situation de « ni guerre, ni paix », qui lie les mains au peuple palestinien qui se bat héroïquement pour recouvrer ses territoires occupés par l'armée sioniste. Et comme l'écrivait samedi le journal égyptien « Al Ahrâm » : « Si tous les pays arabes sont soucieux de préserver la souveraineté du Liban, ils sont en même temps soucieux de renforcer la position de l'OLP et d'éviter à la résistance palestinienne des épreuves difficiles ».

Notre tâche est de renforcer notre soutien, conjointement à celui des pays et peuples arabes, pour aider le peuple palestinien à recouvrer ses justes droits : « Une Palestine libre, démocratique et laïque ».

ABONNEZ - VOUS A L'HUMANITE - ROUGE
22 numéros - 1 mois - 10 F

des tribunes et ont organisé une manifestation spontanée demandant :

« Du travail tout de suite, pas de discours ! »

« Non au racisme ! »

« Detroit-Afrique du Sud, même combat ! »

Les politiciens bourgeois et leurs complices syndicaux ont dû quitter la tribune sous les huées de la foule.

Notons au passage que l'organe central du parti révisionniste « Daily World » a déclaré au sujet de cette manifestation spontanée : « Ce fut probablement une action de racistes, provocateurs ultra-gauchistes, probablement un « sale tour » genre Watergate... Sans commentaires... »

Ce grand rassemblement est significatif de la lutte grandissante de la classe ouvrière américaine contre le chômage et la misère, et contre tous ses ennemis

LES PARTIS COMMUNISTES EN ASIE DU SUD-EST

Les victoires indochinoises viennent de marquer une étape révolutionnaire importante en Asie du sud-est. Dans les pays voisins, les autres peuples, sous la conduite de leurs partis communistes, ont engagé la résistance contre l'impérialisme, social-impérialisme y compris qui tente de s'infiltrer dans la région. Nous publions ci-dessous les échos de leurs luttes et des combats révolutionnaires de leurs partis. Une situation excellente est créée en Asie du sud-est que les partis communistes n'ont cessé de rendre meilleure encore.

INDONESIE

Persévérer dans la lutte

Voilà bientôt dix ans que le Parti communiste d'Indonésie a reçu le coup le plus dur de son histoire : fort de près de 2,5 millions de membres regroupant plus de 12 millions de militants dans des organisations de masse, il s'est trouvé paralysé et démantelé par les chefs militaires au service des forces féodales intérieures et de l'impérialisme étranger. Une répression des plus féroces massacra plus de 500 000 indonésiens. Dès septembre 1966, la direction du parti examina, dans une auto-critique d'une grande portée, la question du front uni et sa pratique, la question du rôle dirigeant du parti dans le front, désignant comme forme principale de lutte, la lutte populaire armée des paysans sous direction du prolétariat. Son contenu est d'une grande richesse pour tous les communistes du monde entier.

Aujourd'hui, le Parti communiste d'Indonésie s'emploie à surmonter les difficultés et persévère avec vaillance dans le combat comme le souligne le

message du Parti communiste chinois à l'occasion du 55^e anniversaire de la fondation du parti indonésien, le 22 mai dernier :

« Le parti communiste d'Indonésie est le noyau dirigeant de la révolution que mène le peuple indonésien. Au cours des quelque cinquante dernières années, le Parti communiste d'Indonésie, au mépris de la force brutale, avançant par vagues successives, a dirigé le peuple indonésien dans une lutte ardue pour servir la cause de la libération nationale de l'Indonésie. A l'heure actuelle, la révolution en Indonésie connaît des revers temporaires et le Parti communiste d'Indonésie se trouve dans une situation difficile. Mais, quelle que fut la virulence du contre-courant contre-révolutionnaire, les communistes indonésiens ne se sont pas laissés intimider, à plus forte raison ne se sont pas soumis. Votre parti, dans ces conditions extrêmement difficiles et complexes, resserré son unité, persévère dans la lutte. »

THAILANDE

1974, une bonne année

A l'occasion de son 32^e anniversaire, le Parti communiste de Thaïlande a fait le point sur l'année 1974, déclarant notamment :

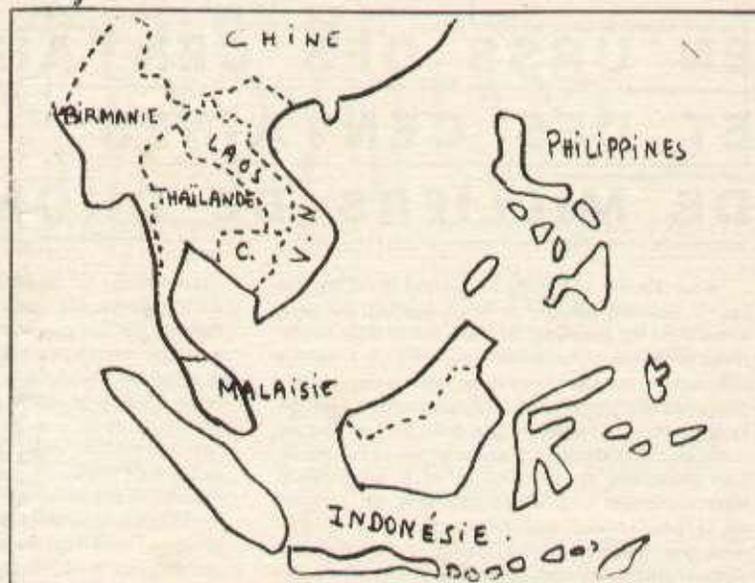
« La révolution constitue la tendance principale dans le monde d'aujourd'hui. Au cours de l'année passée, la lutte de classe et la lutte nationale en Thaïlande sont devenues encore plus aigües.

« Dans les régions sous domination réactionnaire, les ouvriers et employés se sont unis dans une lutte résolue contre l'oppression et l'exploitation par la grande bourgeoisie et par les monopoles étrangers. Ils n'ont cessé de remporter des victoires. Les étudiants, les lycéens et les intellectuels se sont opposés, dans une solidarité étendue, aux matières d'enseignement et au système d'éducation réactionnaires, à l'oppression et à la persécution. Ils ont persévéré dans la lutte pour l'indépendance, la démocratie et la justice sociale. Ils ont apporté un ferme soutien à la lutte des ouvriers, des paysans et des masses déshéritées. Les habitants pauvres des villes, les professeurs, les instituteurs, les membres de profession libérale, les petits fonctionnaires, les patrons des moyennes et petites entreprises ainsi que les moines et les fidèles bouddhistes se sont dressés

nombreux dans la lutte contre la classe dominante qui est responsable de la récession économique, de la hausse des prix, de la misère et de la ruine du peuple. En même temps ils ont exigé l'établissement de contacts avec la République populaire de Chine.

« Dans les vastes régions rurales, les paysans dans quelques dizaines de préfectures se sont levés contre l'oppression et l'exploitation des propriétaires fonciers et des usuriers. Ils se sont engagés dans une lutte résolue pour l'acquisition de la terre, source de la vie, pour défendre les fruits du travail et reprendre les terres usurpées. La lutte de nos compatriotes musulmans dans la partie sud du pays contre l'oppression, la discrimination raciale et la répression pratiquées par le gouvernement réactionnaire est en plein développement.

« Dans les vastes zones de guérilla et les bases révolutionnaires, les forces armées populaires et le peuple révolutionnaire n'ont cessé, au cours de l'année écoulée, de remporter des victoires dans la mobilisation des masses et l'élimination de l'ennemi, réussissant à faire face à plusieurs reprises à l'« encerclement et à la répression » de l'ennemi, à étendre les zones de guérilla et à développer et consolider les bases. »



BIRMANIE

Gloire aux camarades Thakin Zin et Thakin Chit !

Le 15 mars dernier, le président du Parti communiste de Birmanie, Thakin Zin, et le secrétaire du Comité central du parti, Thakin Chit, sont tombés en martyrs dans un combat contre l'ennemi dans la base d'appui montagnaise de Pegu.

Pour célébrer le sacrifice de ces camarades dirigeants, combattants de longue date de la révolution armée en Birmanie, le Comité central du Parti communiste de Birmanie a publié une déclaration le 16 mai dernier intitulée :

« Menons la révolution jusqu'au bout, jusqu'à la victoire ! »

Le Comité central y examine la situation de la lutte du peuple birman, indiquant notamment :

« A l'heure actuelle, la situation intérieure et extérieure du pays est très favorable au développement de la révolution. Une excellente situation prévaut dans le Sud-Est asiatique. Il y a peu, les forces armées populaires ont libéré complètement le Cambodge et le sud Viêt Nam. Il s'agit là d'une grande victoire des masses populaires, de portée historique et internationale.

« La clique militaire de Ne Win-San Yu n'a cessé de vanter ce qu'elle appelle sa construction du socialisme, mais en fait, elle est en proie à de graves crises politiques, économiques, militaires et sociales qui s'exacerbent de jour en jour et le seront encore davantage. Maintenant, sous la domination du gouvernement militaire, diverses classes et couches sociales du pays connaissent des difficultés d'existence insupportables et tous les droits démocratiques sont bafoués. Par conséquent, elles vouent une haine implacable envers le gouvernement militaire et se soulèvent en masse dans la lutte contre lui dès que l'occasion se présente. Le mouvement

ouvrier à l'échelle nationale en mai 1974 et le mouvement des étudiants et des citoyens en décembre dernier en sont la meilleure preuve. En outre, la lutte armée dirigée par notre parti ainsi que l'existence et le développement des bases d'appui où s'est établi le pouvoir politique rouge ont encore aggravé la crise générale du gouvernement militaire. »

La déclaration du Comité central définit dans sa dernière partie les tâches des membres du parti :

« Dans l'actuelle situation, tant que tous les membres de notre parti persévéreront à appliquer la ligne et les principes politiques corrects, qu'ils s'opposeront au dogmatisme de « gauche » tout en luttant principalement contre le révisionnisme sur le plan politique, qu'ils combattront et rejetteront le subjectivisme dans les méthodes de penser, qu'ils resteront fidèles au principe du centralisme-démocratique sur le plan organisationnel pour que tout le parti s'unisse étroitement, qu'ils persévéreront en déployant un esprit de lutte ardue dans la lutte armée en la prenant comme la principale forme de lutte et en l'associant correctement aux autres formes de lutte, qu'ils résoudront de façon correcte la question de la paysannerie, qu'ils consolideront et développeront l'armée populaire sous la direction absolue de notre parti, qu'ils s'uniront avec les larges masses populaires des diverses nationalités et avec toutes les forces susceptibles d'être unies et les gagneront à eux en vue de former un large front uni, alors nous pourrons à coup sûr surmonter toutes les difficultés qui surgiront dans notre marche en avant et remporter en fin de compte la victoire dans la guerre révolutionnaire. »

MALAISIE

45 années de luttes du parti communiste

Voilà 45 ans que le Parti communiste de Malaisie a été créé. A cette occasion le Parti communiste chinois lui a adressé un message, qui souligne les acquis de ces années de combat :

« Au cours de ces 45 dernières années, le Parti communiste de Malaisie a parcouru une voie de lutte ardue et glorieuse. Durant la période de la domination réactionnaire du colonialisme britannique et de l'impérialisme japonais, sous la direction du Parti communiste de Malaisie, le peuple malais a pris les armes, déclenché une lutte prolongée et intrépidement, et rem-

porté de brillants succès, apportant ainsi de grandes contributions à la cause de l'indépendance nationale et de la libération de la Malaisie. Maintenant, le Parti communiste de Malaisie ne cesse de pousser en avant la lutte de libération du peuple malais en portant haut le drapeau révolutionnaire anti-impérialiste, anti-féodal et anti-bureaucrat-capitaliste et en persévérant dans la voie de la lutte armée. »

Dans l'excellente situation révolutionnaire dans le monde et en Asie du Sud-Est, la lutte armée du peuple malais triomphera à coup sûr.

EN URSS DES CENTAINES ET DES CENTAINES DE MILLIERS DE CHOMEURS...

« La société socialiste [...] assure dans tous les cas à ces travailleurs la reproduction de leurs conditions de production. Telle est la base fondamentale de ces phénomènes reconnus : la tendance permanente au plein emploi, au développement des capacités des travailleurs, à l'inclusion massive des femmes dans l'activité sociale, etc. [...] Les fluctuations au cours desquelles se manifeste la contradiction capitaliste de l'emploi et de la productivité sont inconnues [...]. Sectoriellement, les activités où la productivité augmente rapidement ne donnent pas lieu, comme en France, à des compressions rapides d'emploi. Bien au contraire, l'emploi s'y développe [...]. Les pays socialistes sont engagés dans d'importantes restructurations de leur appareil industriel [...]. Ces restructurations, au lieu de provoquer l'inégalité de développement, le surmenage dans les branches de pointe, le chômage ailleurs, stimulent les processus de reclassement et de formation de travailleurs. » Voilà ce que répond « France Nouvelle » (1) à des lettres de lecteurs demandant si les pays « socialistes » connaissent l'inflation. Dans deux précédents articles (2) nous avons vu que ce n'est là qu'un tissu de mensonges visant à cacher le fait qu'aujourd'hui en URSS, le capitalisme ayant été restauré, c'est une nouvelle bourgeoisie, révisionniste, qui détient le pouvoir, et qui soumet le prolétariat et le peuple à une exploitation inégale et à une dictature fasciste de type hitlérien. En URSS, la réforme économique expérimentée au combinat chimique de Shchekino en 1967 a jeté sur le pavé des centaines et des centaines de milliers de travailleurs...

TROP DE CHOMEURS «VOLONTAIRES» NECESSITENT...

Cependant cet important contingent de travailleurs licenciés « pour motif économique », dirions-nous en France, est loin de représenter le total des chômeurs. D'ailleurs, les « savants soviétiques » distinguent bien deux types de chômage, ou « mobilité ». Le premier comprend les travailleurs victimes de la réforme, c'est la « mobilité planifiée », qui survient à la suite d'une « mutation officielle ou pour des causes naturelles ». Le second, c'est la « mobilité volontaire », provoquée par des circonstances autres que la réforme économique : par l'insatisfaction du travailleur à l'égard des conditions de travail, des salaires, etc., ou par « l'insatisfaction de l'entreprise à l'égard d'un travailleur donné ».

On aurait tort de voir ici un phénomène négligeable : entre 1956 et 1960, sur 11 208 000 travailleurs qui ont quitté leur travail dans l'industrie, 5 800 000 l'ont fait « volontairement ». En 1965-1966, dans la région d'Ufa, parmi les travailleurs industriels, 25 à 30 % des ouvriers qui ont quitté leur emploi l'ont fait « volontairement ». Un dernier chiffre, une recherche menée à Leningrad en 1968 a montré que sur les 2 300 000 travailleurs que compte la ville, 400 000 quittent « volontairement » leur lieu de travail chaque année, soit 17,4 %.

De source soviétique, l'insatisfaction provoquée par les conditions de travail s'avère être la cause la plus importante de cette « mobilité volontaire », en second lieu vient la question du salaire. Ainsi, en 1971, le journal « Trud » révélait que les conditions de vie et de travail étaient si mauvaises dans une exploitation forestière qu'elles avaient abouti à ce que « pendant les neuf premiers mois de 1970, 16 000 personnes, soit 33 % des travailleurs de l'entreprise Arkhangelsklesprom l'ont quittées » (3) !

Tout indique que les plus « volontaires » pour quitter leur emploi, c'est-à-dire les premières victimes des conditions d'exploitation pratiquées en URSS, ce sont les ouvriers. Cependant, pour régner, la nouvelle bourgeoisie russe s'attache à diviser la classe ouvrière et le peuple. C'est ainsi qu'elle surexploite plus particulièrement les minorités nationales, de même que la main d'œuvre étrangère qu'elle importe (principalement des travailleurs finlandais et plus de 9 000 travailleurs bulgares). Diviser pour régner, c'est

aussi diviser les hommes et les femmes. La nouvelle bourgeoisie russe empêche de nombreuses femmes soviétiques de travailler. Elle les maintient au foyer contre leur gré. Des enquêtes menées dans le Kuzbass et l'Ukraine ont montré que respectivement 85,9 % et 80 % des femmes maintenues au domicile pour « obligations familiales » souhaiteraient travailler, mais qu'elles ne le peuvent pas à cause de l'absence ou du mauvais fonctionnement des « services » (crèches, garderies d'enfants, etc.).

S'ajoutant à la « mobilité planifiée », la « mobilité volontaire » fait donc du chômage un phénomène de grande ampleur en URSS. Dans un de ses numéros de 1973, la revue soviétique « Travail socialiste » n'a-t-elle pas révélé qu'en 1972, la main d'œuvre flottante dans l'industrie représentait 20 % de la main d'œuvre totale, soit 6,5 millions de travailleurs ? Et il ne faut pas s'y tromper, c'est bien de chômage qu'il s'agit. En 1968, « Literaturnâiâ Gazeta » indiquait que « chaque mois 3 000 personnes quittent les centres industriels les plus importants de Rostov, et chaque mois on en embauche autant. Dans certaines branches de l'industrie, le turn over atteint 20 ou 30 % et même 40 % » (4). Cela donne une idée du nombre de travailleurs touchés, mais nous ne tombons pas dans le panneau du réembauchage immédiat, et du « turn over », comme s'il s'agissait de changer simplement d'usine du jour au lendemain. D'ailleurs, selon des sources officielles, on estime en URSS que l'intervalle qui s'écoule entre deux emplois varie entre 14 et 40 jours selon les régions (5). Nul doute que ces estimations sont largement en deçà de la vérité. D'autre part, les bureaux de placement que nous a montrés « La Vie ouvrière » permettent-ils de « choisir et de changer d'emploi » comme elle le prétend, ou sont-ils « simplement les homologues « socialistes soviétiques » de nos ANPE et de nos bureaux de pointage » (6) ?

...LA CREATION DE BUREAUX DE PLACEMENT.

C'est en décembre 1966 que la décision prise par l'administration centrale de créer des services de prévision et de placement à l'échelle de l'URSS a été entérinée par un décret du comité central du P.C.U.S. et du conseil des ministres de l'URSS, décret intitulé : « Les mesures à prendre en vue d'assurer une croissance maximum de la productivité du travail dans l'industrie et la construction ». La création de ces bureaux de placement locaux devait permettre de fournir des renseignements sur les projets de placement, de recyclage, de redistribution de la main d'œuvre, sur l'offre et la demande (7), elle devait aussi permettre d'étudier la répartition et les qualifications de la population, etc.

Rapidement, dans la RFSFR, plus de 1 000 bureaux de placement de ce genre sont apparus. Ont-ils servi les intérêts des travailleurs ? Non, quelques exemples suffisent à le montrer. En 1967, à Rostov-sur-le-Don, 1 600 personnes se sont précipitées dans les bureaux, dès leur création dans la région, 310 seulement ont accepté le travail qui leur était offert. En 1968, à Leningrad, une personne sur 2 700 embauchées pendant l'année a utilisé les services des bureaux officiels de recrutement. Le directeur du comité d'Etat pour l'Ukraine, A. Denisenko, a révélé en 1968 que la plupart des 400 000 travailleurs envoyés par les bureaux de placement étaient repartis, 8 à 10 % parce qu'ils n'avaient pas reçu de logement, 12 à 15 % à cause des salaires de misère, et une écrasante majorité à cause des conditions de travail infernales (8). On voit que loin de servir la classe ouvrière, ces bureaux de chômage made in URSS ne visent qu'à obliger les travailleurs à accepter des conditions de travail encore plus pénibles. Ainsi, le directeur du comité d'Etat de la RFSFR, D. Novikov, a révélé en 1968 que le combinat charbonnier de l'Amur, en Extrême Orient, avait fait venir des ouvriers qualifiés, qui, une fois sur place, se sont trouvés assignés à des travaux de manœuvres et n'ont pas reçu les salaires convenus dans le contrat (8). D'autre part, malgré



l'existence des bureaux de recrutement, les directeurs d'usine ne sont jamais tenus d'engager les travailleurs que les bureaux leur envoient, et ils conservent le droit d'embaucher directement. De sorte qu'il arrive fréquemment qu'un directeur d'entreprise fasse une demande pour 100 personnes et n'en prenne aucune ! En réalité, un travailleur qui n'accepte pas de subir une exploitation accrue, et qui de ce fait refuse les postes qu'on veut lui imposer les bureaux de placement, se voit obligé de glaner dans les journaux, aux portes des usines, sur les panneaux municipaux, ou aux sorties de métro, une offre d'emploi. Et, après deux ou trois refus, il faut bien qu'il en passe par les volontés de ce nouveau bourgeois qu'est le directeur d'usine. On estimait en 1962, que 90 % des recrutements se faisaient directement à la porte de l'usine (5), preuve qu'il existe un « marché libre » du travail en URSS, et preuve du même coup que la force de travail est considérée comme une simple marchandise.

LE CHOMAGE VOLONTAIRE NUIT... A LA PRODUCTIVITE!

La nouvelle bourgeoisie révisionniste russe « regrette profondément » cette situation, et tout particulièrement ces « départs volontaires ». Non qu'elle s'apitoie sur le sort de « pauvres ouvriers » qu'elle n'arrive pas à « intéresser » au travail, mais parce que cette situation occasionne... une baisse importante de la productivité ! Fort préoccupées par cette question, les autorités révisionnistes ont chargé l'Institut du travail de faire des recherches. En voici les résultats : l'Institut du travail estime que la productivité du travail baisse entre 25 % et 30 % au-dessous de la moyenne pendant le mois qui précède le départ et pendant le premier mois au nouveau poste, pendant les deuxième et troisième mois au nouveau poste elle est respectivement de 10 % et de 5 % au-dessous de la moyenne. D'autre part, pendant la période de chômage entre deux emplois, les travailleurs se débrouillent pour être « indemnisés » par l'Etat, ce qui signifie encore des pertes. Enfin, cette « mobilité volontaire » occasionne des pertes pour les entreprises qui sont obligées d'engager des « frais de plus en plus importants pour la formation ». Une appréciation de ce manque à gagner est donnée par le directeur du combinat métallurgique de Karaganda : « Le départ de 4 000 travailleurs en 1967 représente une perte de 47 000 roubles, les dépenses pour la formation d'un ouvrier-apprenti pendant 6 mois étant de 1 100 roubles » (9).

Ces recherches et déclarations ne mettent-elles pas en pleine lumière le cynisme de la nouvelle bourgeoisie russe ? Ne sont-elles pas la preuve que le capitalisme a été restauré en URSS ? Mais la réalité est encore, et de loin, plus ignoble, plus odieuse qu'il ne peut paraître ici. Il faut savoir par exemple, qu'en URSS, les révisionnistes ont rétabli le système du carnet de travail, où les patrons notent les fautes commises, les absences non autorisées, les retards, les motifs de licenciement, etc (10). Et même cela, les révisionnistes le jugent insuffisant. Ils regrettent que les patrons ne soient pas assez stricts : «Pendant que la direction est en train d'établir les documents nécessaires au licenciement, le parasite (c'est-à-dire l'ouvrier licencié, NDLR!) Sait pertinemment que l'on embauche dans les usines voisines sans même jeter un coup d'œil sur le carnet de travail, malgré le fait que ces carnets doivent être soumis à une inspection» (11)... Ne sont-ils pas mis à nu le mépris et la haine que les révisionnistes vouent à la classe ouvrière ?

LA OU IL Y A EXPLOITATION, IL Y A REVOLTE.

Mais cette exploitation sans cesse accrue, cette haine étalée au grand jour, doublées d'une oppression réellement fasciste, font monter la colère dans les rangs du prolétariat soviétique. Comme l'a noté Jeanne Delamotte : «On a décelé... une sorte de résistance larvée ou freinage qui ralentit la productivité du travail et sur laquelle la politique actuelle de l'emploi ne semble pas fournir de prise» (5). D'ores et déjà, le carnet de travail, l'obligation - malgré les conditions de travail extrêmement dures - de rester dans une entreprise donnée pendant un minimum de temps, les sanctions pénales frappant les travailleurs en cas de rupture non autorisée du contrat de travail, en cas d'absence non autorisée ou de retards répétés, les préjudices moraux et financiers et nombre d'autres moyens répressifs s'avèrent totalement inefficaces. La lutte de la classe ouvrière soviétique est difficile, souvent limitée à la résistance passive. Cependant elle se développe. En 1966, le temps perdu à cause de l'absentéisme et d'autres formes de lutte s'élevait à 72 millions de journées de travail... Le journal «Trud» a révélé qu'en 1973, le ralentissement des cadences et l'absentéisme avaient entraîné la perte de quelque 50 millions de journées de travail dans les seuls secteurs de l'industrie et du bâtiment de la seule république fédérative de Russie (RFSFR).

Dans les dernières années, diverses régions de l'URSS ont été le théâtre constant de grèves et de manifestations de masse. Les ouvriers prennent conscience que «nos dirigeants et les gens ordinaires appartiennent à deux classes différentes» et que «le révisionnisme est aujourd'hui la cause fondamentale de tous les malheurs du peuple soviétique» (12).

La lutte populaire contre les révisionnistes soviétiques ne manquera pas de se développer, parallèlement à l'exacerbation des contradictions politiques et économiques dans le pays et à l'intensification de l'oppression que font subir au peuple les révisionnistes russes.

A coup sûr, le prolétariat soviétique dirigé par son avant-garde communiste marxiste-léniniste renversera la dictature sociale-fasciste des révisionnistes du P.C.U.S. ! A coup sûr, la dictature du prolétariat sera réinstaurée !

(1) «France Nouvelles» No 1538 du 5 au 12 mai 75.

(2) «L'Humanité rouge» No 254 du 20 février au 5 mars et No 255 du 6 au 19 mars 1975.

(3) Rapporté par «Le Monde» du 1er mars 1971.

(4) «Literaturnaja Gazeta», No 20 du 15 mai 1968.

(5) Voir le livre de Jeanne Delamotte, «Shebekino, entreprise soviétique pilotes», Ed. ouvrières, Paris 1973.

(6) «La Vie ouvrière» numéro du 15 janvier 1975.

(7) Article de A. Denisenko paru dans les Izvestia du 27 août 1968, p. 3.

(8) Article de D. Novikov paru dans les Izvestia du 19 juillet 1968.

(9) «Literaturnaja Gazeta» No 19 du 8 mai 1968.

(10) Le 1er mai 1891, c'est en particulier contre ce système archi-réactionnaire du livret que les ouvriers du textile de Fourmies (France) ont lutté de la façon la plus acharnée, laissant 7 morts et 30 blessés graves sur le pavé. Cela donne une idée de ce que sont les conditions faites aux ouvriers soviétiques !

(11) Article de A. Cheremukin intitulé «les parasites» paru dans la «Pravda» du 18 décembre 1968.

(12) Propos tenus par des ouvriers soviétiques, rapportés par «Chine nouvelle».

LETTRE D'UN EX-MILITANT DU «P.L.R.»

Le «Prolétaire Ligne Rouge» a récemment pris la décision de se dissoudre. La disparition de cette organisation, qui n'en finissait plus de pourrir sur pied et qui ne sera pas regrettée par grand monde, est certainement une très bonne chose dans la mesure où elle contribuera à clarifier la situation politique au sein du prétendu mouvement m-l.

Le problème, c'est plutôt le sort des militants (peu nombreux) qui restaient : en effet, face à un manque total de perspectives politiques, ils avaient engagé un débat interne, confus certes, mais qui comportait des points positifs, en particulier la volonté de beaucoup de militants de se dégager du gauchisme. Malheureusement, la bonne volonté ne suffit pas, et ce débat a été dévié au profit de la ligne des escrocs politiques du «Nouvel Eveil». Cette ligne, révisionniste derrière son masque «léniniste» et dur, a séduit des militants du «PLR» honnêtes mais aveuglés par le doctrinarisme et manquant de vigilance politique.

Pourtant, ni le niveau ni l'originalité des «arguments» du «Nouvel Eveil» n'ont de quoi donner le vertige ! Quelle est la thèse centrale de leur ligne, derrière le verbiage trotskiste ? Eh bien, la «théorie des trois mondes» ! Celle du Mouvement communiste international, exprimée par Teng Siao Ping à l'ONU ? Mais voyons, vous n'y êtes pas du tout ! Il s'agit de la théorie des trois mondes du «Nouvel Eveil» (c'est-à-dire celle des révisionnistes un peu déguisée) ! Ainsi, pour eux, le globe comporte :

- le tiers monde,
- le bloc américain (dans lequel se trouve l'Europe de l'Ouest), et
- le bloc soviétique !

A l'égard du tiers monde, le «Nouvel Eveil» adopte une attitude typiquement trotskiste, consistant à calomnier de nombreux pays en lutte contre l'impérialisme, et d'une façon générale à minimiser la «force motrice de l'histoire» (malgré les précautions verbales d'usage). Ceci a déjà été démontré dans un texte interne au «PLR».

A l'égard des deux premiers mondes, voici quelques citations montrant mieux que n'importe quel discours à quel point le «Nouvel Eveil» combat la juste ligne du MCI pour développer, sous une forme adaptée, celle des révisionnistes du P.C.F. (ce qui est en italique est souligné par nous).

«En toutes circonstances, la bourgeoisie européenne... se soumettra à telle ou telle puissance, elle s'intégrera à telle ou telle coalition impérialiste...» (projet de plateforme).

«Les intérêts impérialistes propres de la France la poussent, dans les conditions actuelles, à soutenir et encourager une superpuissance» (le Nouvel Eveil No 6).

«La bourgeoisie française renforcera ses liens avec le bloc agressif de l'Alliance atlantique» (id).

C'est déjà assez clair, mais ces messieurs tiennent absolument à mettre les points sur les «i» :

«A l'heure actuelle... la bourgeoisie monopoliste d'Europe de l'Ouest... s'unit objectivement... au bloc de l'impérialisme US». Quant au P.C.F., «il hésite», et enfin, «les

opportunistes traîtres du prétendu PCMLF... sont déjà des agents politiques, policiers et militaires de l'impérialisme» !

Tout y est, depuis l'«analyse» du P.C.F. sur la politique de Giscard, les efforts pour masquer le rôle de 5e colonne des révisionnistes, pour masquer le danger social-impérialiste en Europe (le mot d'ordre de l'Humanité-Rouge est attaqué dans l'article), jusqu'aux attaques virulentes contre l'avant-garde qui rejoignent exactement celles du P.C.F.

Mais tout cela, beaucoup de camarades du PLR ne l'ont pas vu. Ne sachant pas distinguer le vrai marxisme du faux, ils se sont laissés prendre aux beaux raisonnements du «Nouvel Eveil», et veulent maintenant le rejoindre pour «créer le parti» ! Mais qu'ils réfléchissent donc sur les faits suivants :

- quand l'Humanité-Rouge a commencé à dénoncer systématiquement les deux superpuissances, tous les antiparti du pseudo «mouvement m-l» (Eveil et d'autres groupes) se mirent à l'attaquer violemment, parlant de chauvinisme, etc. Petit à petit, ils ont tous été obligés de se mettre, en paroles, à dénoncer l'hégémonisme des deux superpuissances ;

- quand l'Humanité-Rouge a lancé son mot d'ordre sur l'indépendance nationale, mêmes réactions au début... et mêmes revirements par la suite, chacun «découvrant» à son tour que des «tâches nationales» se posaient en France ;

- quand l'Humanité-Rouge a dénoncé dans le P.C.F. un agent du social-impérialisme, tous ont poussé des cris..., puis se sont rétractés, reconnaissant que «c'est un des aspects du P.C.F.», mais bien entendu «pas le principal» ;

- même scénario pour le danger de guerre ;

- même scénario pour le «danger principal en Europe» ; mais là, le retournement de veste n'a pas encore eu lieu, nous l'attendons d'une semaine à l'autre (!). (Précisons que tous ces changements de position des antiparti ne se font qu'en paroles, l'Humanité-Rouge restant toujours la seule à se battre effectivement sur sa juste ligne).

Tous ces éléments, parmi de nombreux autres, doivent permettre aux militants sincères du «PLR» de répondre sans hésiter à la question : «Où est la ligne juste, la ligne d'avant-garde ?». Mais qu'ils ne tardent pas trop, car l'histoire ne les attendra pas, et il n'est que temps pour eux de comprendre enfin pour quel travail on veut les utiliser : comme Front Rouge, le «Nouvel Eveil» (d'influence beaucoup plus limitée) a pour rôle d'essayer de perpétuer la confusion et la division au sein de ceux qui se réclament du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung, en combattant la tendance actuelle d'unification sur la ligne de l'HR, en «brandissant le drapeau rouge pour combattre le drapeau rouge». Mais cette tentative dérisoire est vouée à l'échec, car le jour n'est plus loin où les antiparti et les trotskistes de toute espèce se retrouveront à la pouvelle de l'histoire y précédant leurs maîtres révisionnistes.

Lisez PEKIN INFORMATION - revue politique et d'information, l'exemplaire : 0,70 F.

Lisez ALBANIE AUJOURD'HUI, Revue politique et d'information l'exemplaire : 2,50 F.

En vente aux Herbes Sauvages - 70, rue de Belleville - 75020 Paris.

UN PARADIS POUR LES FILS DE BOURGEOIS

«L'Echo de la Mode» a publié une interview de Marina Vlady, actrice bien connue. Or il n'est question dans cet article que de la Russie ou presque.

Jugeons de l'idéologie prolétarienne de Madame Vlady : elle joue actuellement un film où elle incarne «une femme truculente aimant la vie, la boisson et les hommes». Elle a également été la vedette d'un feuilleton télévisé «Les charmes de l'été» où elle roulait en voiture de sport dans des robes somptueuses. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que le film ne critiquait pas ce mode de vie... D'ailleurs il n'y a pas qu'à l'écran que Marina Vlady est une bourgeoise nantie.

Et cette bourgeoise qui nous vante les mérites du régime russe trois pages durant dit en toute candeur ce que nous ne cessons de dénoncer dans nos colonnes. Qu'on en juge :

-on a la liberté de «s'offrir une datcha de 15 pièces si on en a les moyens» alors normalement une personne a droit à 9m2...

- que les études en URSS c'est parfait, «n'importe qui peut devenir quelqu'un». Autrement dit on étudie pour s'élever dans l'échelle sociale. Servir le peuple, on ne connaît pas !

-un chauffeur de taxi gagne 140 roubles et un professeur 800... Ce qui nous donne une idée des disparités sociales.

Cette chère Marina termine en disant que pour ses fils la Russie c'est le «Paradis».

Le peuple russe appréciera. Encore que pour elle ce soit vrai, car nous ne doutons pas qu'elle fasse partie des privilégiés. Et en plus Brejnev et Cie doivent lui savoir gré des services qu'elle leur rend...

Quand à «L'Echo de la Mode» il est permis de se poser des questions.

A l'heure où la rivalité des deux superpuissances s'exacerbe chaque jour davantage, que le social-impérialisme russe multiplie les pressions, on voit à qui profitent de tels articles.

A TOI, AMI LECTEUR

«L'Humanité-rouge» que tu lis n'est pas un journal comme les autres.

Ces autres journaux disposent d'importantes sommes que leur fournissent les capitalistes sous diverses formes. Ils reçoivent des millions par la publicité, l'État leur verse des subventions de plusieurs dizaines de millions. Les uns appartiennent à des monopoles capitalistes comme par exemple «Le Figaro». D'autres comme «L'Humanité» reçoivent des millions de publicité des «Ricard» et autre «Samaritaine». Ce journal qui se prétend au service des travailleurs, vient de recevoir une nouvelle subvention de 60 millions de l'État. Il faut y ajouter les millions que lui verse, par divers moyens, le social-impérialisme russe. Tels sont les moyens de cette presse. Les intérêts qu'ils servent ne sont pas ceux des travailleurs.

«L'Humanité rouge», elle, ne vit que d'une chose : l'argent que lui

fournissent les gens du peuple. Partout en France, nos camarades dans les entreprises, les quartiers, appellent les travailleurs à soutenir financièrement «L'Humanité rouge». C'est ainsi, par l'accumulation de milliers de petites sommes que notre journal a pu voir le jour et devenir quotidien. C'est par ce moyen que jusqu'à maintenant plusieurs millions ont été recueillis. Si «L'Humanité rouge» ne vit que grâce à ces revenus là c'est pour une raison et une seule : c'est parce qu'elle sert les intérêts des travailleurs.

Aujourd'hui, pour que notre journal puisse continuer à vivre et passer à huit pages au mois de septembre, il faut que 20 millions soient rassemblés pour le 1er juillet. Pour atteindre ce but 12 millions restent à recueillir.

Voilà pourquoi nous nous adressons à toi pour t'appeler à souscrire et à faire souscrire. Avec toi et beaucoup d'autres nous gagnerons la bataille de «L'Humanité rouge» quotidienne.

Les révisionnistes n'innovent pas ...

Décidément, le petit monde révisionniste compte des membres éminents. Nous avons vu que Jean Doumeng, PDG milliardaire, membre du Comité central du P.C.F., lié financièrement aux sociaux-impérialistes de Moscou, se retrouvait ces jours-ci mêlé à une sombre affaire de trafic de vin... Parlons aujourd'hui de Paul Ricard, grand ami du P.C.F., qui fournit gratuitement en boissons, avec des «échantillons», le buffet des réceptions des cellules de ce parti.

Le Ricard, pour tout le monde, c'est du pastis. Or la publicité pour le pastis, boisson du «5e groupe», est interdite par la loi, pour restreindre l'extension de l'alcoolisme. Mais a-t-on déjà vu un patron, révisionniste ou non, se soucier de la loi ou de la santé des travailleurs, dès lors que ses profits sont en jeu ?

Voyons qu'elle est sa combine sur ses photos publicitaires, «Ricard» est écrit en très gros, avec un verre qui paraît contenir du pastis, et «anisette liqueur» en très petit, dans un coin. La publicité pour ce produit (du «4e groupe») est autorisée. Quand on sait que pour Ricard, le

pastis représente près de 90 % de la production (53 millions de bouteilles vendues par an), et l'anisette moins de 2 %, on a compris comment la loi est détournée ?

De même, à la radio, aux heures de grande écoute, on entend des slogans sur «Ricard et l'eau fraîche», mais tout est en règle, car le mot «pastis» n'est pas prononcé.

Il faut savoir que cette vaste escroquerie «légale» (Ricard dépense près de 7 millions de francs actuels par an en publicité) profite également à la clique Leroy-Marchais, et pas seulement sous forme d'échantillons gratuits pour leurs «vins d'honneur» : les révisionnistes sont en effet les premiers à passer ces publicités pourries dans leur presse («Vie Ouvrière», «Humanité-Dimanche...»), et donc à toucher leur part du gâteau. Ils vont même jusqu'à expliquer en éditorial que les bons patrons qui font de la publicité dans leur presse doivent être récompensés, et qu'il faut donc acheter leurs produits de préférence aux autres !

La classe ouvrière n'a rien à attendre de cette bande d'escrocs et de traîtres !

Un lecteur d'H.R.

souscription

Nous publions ici la souscription du 14.5 au 24.5.

CDHR Audouin	60 F
des CJCLM	20 F
Soutien au quotidien	42 F
Souscription mensuelle CD	
et sympathisants	4 F
CDHR P. Sémard L	520 F
Souscription CG	100 F
Un enseignant	150 F
JCLM de L.	50 F
Souscription PR	20 F
CDHR Yveton 1er Mai	70,50 F
Une lycéenne pour la JCML	100 F
dans un lycée une classe	7,50 F
un étudiant salarié	21 F
un sympathisant	10 F
à un métro	7,70 F
CDHR Marty	550 F
CDHR G. Moquet	45 F
CDHR Hapiot	5 F
CDHR Gemnitz	100 F
CDHR Yveton O	680 F
Réunion préparatoire à la JCMLF	156,50 F
CDHR Balagne	9 F
CDHR Jdanov	220 F
CDHR Debarge	1 100 F
CDHR 11 mai Debarge	285 F
M. Mme P	10 F
Un jeune travailleur de FPA	200 F
Soutien à la bataille politique et historique de l'HR	37 F
Soutien au quotidien	200 F
En sup. à abon. C.	128 F
Soutien à HR	120 F
A la librairie	230 F
Pour le quotidien de la classe ouvrière	50 F
Pour le quotidien sur huit pages à bas le révisionnisme LMA	100 F
Sup. à abon. GD	20 F
Sup. à abon. col.	20 F
Sup. à abon. multiples	
M.J. R.F.A.	100 F
Un militant sénégalais en plus abon.	10 F
Sup. à abon.	10 F
Sup. à abon. JCT	10 F
CDHR Sud-Ouest	445 F
CDHR P.V. Couturier prov.	220 F
Sousc. quotidien MJ	100 F
CDHR Dimitrov	600 F
CDHR Monmousseau S. Nord	210 F
JPT	450 F
JPT	4 F
Souscription mensuelle CF	200 F
Un agent des RGE 38	20 F
Sup. à abon. Belgique	21 F
Pour le quotidien de la classe ouvrière	9,60 F
Souscription permanente	20 F
Sur un lieu de diffusion	2 F
CDHR Blanqui	436 F
CDHR Hapiot	15 F
Un ancien résistant du 11e	300 F
Total général 24.5 matin 87 742,02 F	

bulletin d'abonnement
à **L'Humanité**
rouge

PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS,
NATIONAUX ET PEUPLES OPPRIMÉS,
UNISSEZ-VOUS !

22 Nos (1 mois) 10 F

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

COMMENT SOUSCRIRE A H.R.

En versant :

- Par mandat ou mandat-lettre adressé à « L'Humanité Rouge » B.P. 365 75064 Paris Cedex 02
- En timbre-postes (à notre B.P.).
- Par mandat directement versé sur notre C.C.P. (30226-72 La Source).

LES REVISIONNISTES A L'OEUVRE A L'HOPITAL TONON

La CGT avec FO et CFTC dans le cadre de leurs «journées d'action et de harcèlement» décident deux journées de grévistes les 14-15 mai et refusent d'y associer la CFDT parce que celle-ci propose aux travailleurs une grève reconductible (votée en assemblée générale à main levée, avec possibilité de comité de grève élu en assemblée générale). La clique CGT a trop peur d'être débordée. Pour toute l'Assistance publique, une plateforme revendicative unifiante : 250 F pour tous, intégrés dans les salaires de base ; un véritable reclassement de toutes les catégories ; pas de salaires inférieurs à 2 000 F ; retraite à 55 ans pour tous ; résolution du problème des effectifs. Elle est acceptée par la CFDT.

Les manipulateurs Radio, début mai, décident de se mettre en mouvement et contactent la CGT en demandant son soutien. La CGT temporise 15 jours et de fait refuse de les soutenir ! Pourquoi ? Parce que les «Radio» ont décidé de s'organiser eux-mêmes, de faire une grève au départ reconductible, puis en fait très rapidement illimitée.

Deux principes que ne PEUT ACCEPTER la CGT : «depuis quand les travailleurs dirigent-ils leur lutte ?»

Les «spécialisés» s'organisent un peu partout (avant le 14 mai), soutenus la plupart du temps par la CFDT. Une assemblée générale du personnel est appelée le matin du 14 mai par la CGT pour préparer... les 2 jours de gréviste ! En même temps ils sortent un tract d'injures plus ou moins camouflées dénonçant la CFDT, l'accusant «de lancer des appels parallèles», «de faire du corporatisme étroit» ! de «s'associer à des meetings gauchistes».

La section CFDT rencontre la CGT le matin du 14, s'oppose à elle, et Bart (délégué CGT) dit : «si vous proposez la grève reconductible on vous casse... et on en a les moyens !» La CFDT s'écrase au cours de l'assemblée générale (par peur et par manque de préparation). Elle décide ensuite de définir une ligne de conduite correcte pour l'assemblée générale du 21 mai appelée par les quatre syndicats.

Le jour de l'assemblée générale du 21 mai la CGT convoque une intersyndicale, les militants CFDT savent que c'est pour essayer de les relancer et sont décidés cette fois-ci de ne pas lâcher ! Il y a accord sur la plateforme revendicative, mais désaccord complet sur le problème des «spé-

cialisés». La CGT refusent de les soutenir alors qu'ils sont en grève illimitée et décidés à se battre, par contre la CFDT les soutient.

Devant les 200 personnes réunies à l'assemblée générale (ce qui est beaucoup à Tonon !), il y a affrontement ouvert entre les «spécialisés» décidés à se battre, soutenus par la CFDT, et la CGT qui refuse publiquement de les soutenir, en les traitant de «petits jeunes aventuristes, spontanés sans expérience, qui risquent de se casser la figure dans une grève dont ils ne mesurent pas la portée !». Un camarade CFDT intervient en disant que «les syndicats portent une lourde responsabilité dans le soutien ou non des revendications justes, ils se mettent soit du côté des travailleurs soit contre les travailleurs, il n'y a pas de position neutre !». Là-dessus les «manip-radio» parlent de leur mouvement, déclarent être décidés à aller jusqu'au bout, organisés sur la base de leurs revendications et appellent les autres catégories à les suivre. Aussitôt un camarade CFDT renchérit en faisant le bilan de la lutte dans les hopitaux : plus de 10 hopitaux sont mobilisés, en grève administrative pour les uns, en grève totale pour un ou deux hopitaux.

La déléguée CGT n'a pas apprécié, d'autant plus qu'elle voyait pour la première fois la CFDT osant soutenir des travailleurs, de front contre elle !

A la suite de cette assemblée générale, une réunion de coordination des spécialisés, soutenue par la CFDT, s'est tenue le 21 mai à la Bourse du

Travail, 500 délégués y participaient représentant 24 hopitaux. Dès ce jour la CGT a commencé son travail de sape et d'intimidation avec «bruits de couloir», dénonçant ce mouvement comme un mouvement casse-gueule, dénonçant la CFDT comme responsable si la grève des spécialisés n'aboutit pas.

Ce mouvement en cours dans les hopitaux parisiens montre : que la CGT, et derrière elle le P.C.F., impulse systématiquement des petites luttes dites «de harcèlement» donnant l'impression qu'elle «remue de l'air» et soutient les travailleurs ; que la CGT cherche continuellement à désarmer les travailleurs en s'opposant aux moyens corrects de lutte et aux mots d'ordre d'action justes décidés par les travailleurs ; un fait important : même en milieu hospitalier la CGT ne fait plus systématiquement la loi et commence à provoquer des réactions d'opposition de certains travailleurs jusqu'au jour d'aujourd'hui.

Les dirigeants traîtres à la classe ouvrière, CGT et P.C.F., «crient très haut contre la bourgeoisie française», cela apparaît de plus en plus clairement que c'est pour mieux désarmer les travailleurs face aux préparatifs de guerre de leurs maîtres soviétiques.

Soutenons fermement les justes revendications des travailleurs spécialisés !

Extension aux autres catégories hospitalières !

N'hésitons pas à démasquer courageusement les traîtres à la classe ouvrière !

Correspondant H.R.

TOUS UNIS DANS LA LUTTE

Les travailleurs de l'entreprise Quillery-Saint-Maur à Marseille sont en grève depuis deux semaines sur les revendications suivantes : augmentation du salaire mensuel et incorporation des primes dans celui-ci, diminution du temps de travail sans perte de salaire, la semaine de travail en cinq jours, la garantie de l'emploi, les droits syndicaux, au moins deux

délégués par chantier.

La grève est actuellement suivie par une grande majorité d'ouvriers, et certains chantiers sont en grève à 100 %. Cela malgré les tentatives de division des patrons. Par exemple, ceux-ci font circuler de faux bruits en disant que sur tel chantier les travailleurs ont repris, et que cela ne sert à rien de continuer ici, etc. Les patrons ont d'autre part embauché une quarantaine de briseurs de grève en les payant 4 000 F par mois pour cette sale besogne.

C'est dans l'unité la plus complète que les travailleurs immigrés, qui représentent plus de 90 % du personnel, et les travailleurs français continuent leur combat.

Le syndicat CFDT du bâtiment, majoritaire dans la plupart des chantiers, a un rôle déterminant dans cette lutte.

Pour faire échec aux tentatives de sabotage et de division de la grève, d'où qu'elles viennent, pour que la lutte soit victorieuse,

TRAVAILLEURS
FRANCAIS-IMMIGRÉS
TOUS UNIS !

Correspondant H.R.

Dans le Valenciennois, les ouvriers luttent contre le chômage et contre les traîtres

A Chausson-Maubeuge les ouvriers demandent notamment 250 F comme à Renault, plus une prime de vacances. La direction propose une prime de 150 F. Les délégués vendus disent surtout : «Oui à de véritables négociations» et aussi qu'ils acceptent ce «premier reculs» de 150 F. Pour eux l'essentiel reste (quoi qu'ils en disent) la grille de classification et l'augmentation au pourcentage ! La lutte continue.

A Sotracomet (Feignies-Maubeuge). Le patron veut licencier les 288 ouvriers et fermer l'usine d'ici à quatre mois. Mercredi, jeudi 15 et surtout vendredi 16 mai les ouvriers ont manifesté dans la rue et son allés jusqu'à bloquer plusieurs routes, tout en distribuant des tracts.

A Venot-Pic : 157 licenciements prévus, après 15 jours d'occupation de l'usine 140 maintenus à la porte ! Les directions syndicales des environs viennent en procession de pitié baptisée «solidarité». Un communiqué dans les journaux de «gauche» et tout ce «beau monde» est content. Mais pas les ouvriers qui ont besoin de la solidarité la plus large pour tenir le plus longtemps possible. Les professionnels de la «solidarité ouvrière» ne sont pas pressés pour organiser dans la ville et à la porte des usines la solidarité autrement que par de belles paroles. Le patron étant pour la manière forte, les traîtres disent que c'est «l'impasse». Pour nous au contraire, l'entêtement de la base à maintenir le piquet de grève et à refuser les licenciements purement et simplement est magnifique. Dernière propo-

sition des traîtres affolés : d'accord pour les licenciements qui verraient un reclassement équivalent... Ceci dans le but évident de briser la grève.

D'autres grèves ont été déclenchées pour le droit au travail et pour des augmentations de salaire (les verriers de Wingle, les métallos de la Fabrique de fer à Maubeuge, les travailleurs de Katin à Berlaimont, etc.) sans oublier Usinor.

Partout les dirigeants syndicaux sabotent, révisionnistes du P.C.F. en tête, et proposent au bout de quelques jours d'occupation «d'autres formes de lutte» !

Partout la base lutte résolument avec des méthodes prolétariennes qui ont fait leurs preuves depuis longtemps.

Correspondant H.R.

Les ouvrières et les ouvriers de Manuval sont en lutte

L'Usine Manuval à Marcillac, emploie 350 personnes environ dont 300 productifs (en majorité personnel féminin). Elle fait partie du groupe Labinal (autres usines à Vire, Villemer, Cahors, Saint-Ouen) et fabrique des pièces pour l'industrie automobile.

Il y a une exploitation féroce des ouvrières, salaires : SMIG avec le boni, cadences très élevées, etc.

Après 1968, la section syndicale avait été déclinée par la répression patronale. Les ouvrières et les ouvriers de Manuval se sont à nouveau

organisés dans un syndicat CGT, il y a trois mois. Des tracts signés «Des ouvrières et des ouvriers de Manuval» avaient été distribués appelant les travailleurs à s'organiser dans un syndicat ouvrier.

Le 26 avril, après une entrevue négative avec la direction sur les revendications : augmentation uniforme de 150 F pour les OS, une augmentation uniforme de 100 F pour les professionnels, convention collective, grille hiérarchique, les travailleurs de Manuval sont partis en grève illimitée. (Nous y reviendrons dans un prochain numéro).



MAISON DEPARTEMENTALE DE NANTERRE

Les sociaux-fascistes du P«C»F démasqués dans leur entreprise raciste



«Assez de la promiscuité avec le dépôt de mendicité de Nanterre, les familles de nos quartiers veulent vivre dans un autre environnement !»

Non camarades, cette banderole n'était pas signée d'«Ordre nouveau» ou autres fascistes notoires elle était signée des élus «communistes» de Nanterre et de Colombes !!!

Ceux qui ont déjà démasqué la nature «sociale-fasciste» des révisionnistes n'en seront pas étonnés. Mais ce qui prouve la justesse de nos analyses c'est que les masses pleines de sentiments anti-fascistes et anti-racistes se sont révoltées contre de tels propos lors d'un meeting convoqué par les révisionnistes eux-mêmes.

LES FAITS

La Maison départementale de Nanterre (MDN) est un véritable univers concentrationnaire. Elle regroupe trois services : un hospice, un «centre d'hébergement» et un hôpital. En tout 4 500 personnes regroupées en dortoirs allant jusqu'à 200 personnes. Cet établissement régi par la Préfecture de police est une prison sans barreaux où l'unique rapelle celui des prisons habituelles. A l'hospice, les vieux à la retraite doivent verser 90 % de leur pension. Quant au centre d'hébergement, c'est un véritable centre de surexploitation. Ceux qui travaillent, travaillent douze heures par jour (ou par nuit), six jours par semaine pour un salaire allant de 42 F à 60 F par mois. Pour beaucoup ils sont auxiliaires dans l'hôpital.

Dans tout l'établissement règne une terreur fasciste. Brimades physiques, matérielles et morales sont journalières.

Bien que légalement on puisse en sortir, cela est pratiquement impossible : qui peut avec 60 francs par mois mettre de l'argent de côté pour trouver un logement !

En général, ce sont des travailleurs au chômage, qui ont été expulsés de leurs logements et sans famille pour les aider dans cette misère où le capitalisme les a jetés et qui ont été «recueillis et hébergés» par la préfecture de police. Ce sont donc des travailleurs particulièrement exploités qui montrent au grand jour à toute la population de Nanterre et de Colombes la misère dans laquelle le système les a jetés.

L'ATTITUDE RACISTE DES RÉVISIONNISTES.

Et c'est bien cela qui gêne nos révisionnistes ! Toute leur propagande vise à montrer la population ouvrière de Nanterre et de Colombes contre ces «clochards», ces «mendicants». En un mot, ce sont des diviseurs de la classe ouvrière.

N'ont-ils pas applaudi lorsqu'une directrice d'école maternelle expliquait qu'elle était inquiète à la pensée «qu'un de ses élèves pourrait rencontrer un de ces clochards» ?

La position des révisionnistes est claire : il faut que nos villes soient «propres» ! Les plus vieux d'entre nous n'auront aucun mal à se rappeler ce que clamaient les nazis avant la guerre, ils pourront comparer ! Chez ces «communistes», toute solidarité de classe a disparu. Elle est aujourd'hui remplacée par la haine du bourgeois face à la misère. Effectivement il faut choisir entre le «prestige de leur villes» ou le soutien réel aux plus défavorisés.

Pour ce qui est des travailleurs immigrés, leur choix est fait : il faut qu'ils aillent à Neuilly ou à la campagne mais pas chez nous ! Et pourtant, c'est bien à Colombes, à Nanterre et dans toutes ces villes où habite la classe ouvrière que les travailleurs immigrés comme les hébergés de la Maison de Nanterre ont leur place !

Pour tromper les masses et se faire passer pour des véritables défenseurs de la classe ouvrière, les révisionnistes dénoncent les conditions de vie et de travail imposés par la préfecture. Mais que proposent-ils ? Lutter pour changer ces conditions ? NON ! Ils proposent de lutter... pour le départ du dépôt de mendicité !

ORGANISONS-NOUS !

Quant à nous, communistes marxistes-léninistes, nous dénonçons la surexploitation et le cadre de vie imposés par la préfecture, et soutenons les travailleurs hébergés dans leurs revendications.

— Pour un salaire décent et l'inscription automatique à la sécurité sociale ;

— Pour qu'ils puissent sortir sans contrôle quand ils le désirent dans la journée ;

— Pour que soit supprimé tout système de sanctions ;

Des énarques et des révisionnistes

«L'énarque», vous connaissez ? On appelle ainsi un élève ou ancien élève de l'École nationale d'Administration (ENA). Cette école forme les hauts cadres de l'appareil d'Etat bourgeois.

Chirac, pour ne citer que lui est «énarque». Les révisionnistes ont dans leurs rangs quelques-uns de ces

— Pour qu'ils aient une véritable formation professionnelle, des cours d'alphabétisation et qu'ils bénéficient d'animation culturelle ;

— Pour que leur soit facilitée l'embauche dans les entreprises de la région et le logement dans des foyers de travailleurs.

Mais notre tâche est aussi, et surtout, de démasquer chaque jour davantage les sociaux-fascistes du parti de Leroy-Marchais.

Lorsque, lors du meeting, un des révisionnistes s'oppose à la tribune, ouvertement à leur saie boulot de racistes, de diviseurs de la classe ouvrière ;

Lorsque l'un des hébergés (qui s'est déclaré lecteur de l'«Humanité») déclare : «Certains ont tort de penser que la misère c'est comme la lèpre et qu'il faut la cacher loin des villes !», et dénonce vigoureusement les conditions de vie et de travail qu'il supporte en mettant ses revendications en avant ;

Lorsque dans la salle quelqu'un intervient pour dire : «Lorsque je suis venu à ce meeting j'avais honte, je ressentais que se tramait un complot contre les hébergés de la Maison de Nanterre. Heureusement je vois maintenant que je ne suis pas seul».

Lorsque le maire de Colombes est obligé de dire tout le contraire de ce que son collègue et compère de Nanterre avait déclaré deux heures avant au début du meeting ;

C'est bien, mais ça ne suffit pas ! Ce qu'il faut, c'est organiser tous ces anti-racistes, ces anti-fascistes dans un comité de défense des hébergés contre la surexploitation qu'ils subissent, mais aussi, et surtout, contre la déportation des hébergés que veulent imposer les sociaux-fascistes !

Ce n'est qu'ainsi que nous serons à la hauteur de nos tâches d'éducation et d'organisation des masses dans la lutte contre les sociaux-fascistes du P«C»F, traîtres à la nation. Ce n'est qu'ainsi que nous mènerons à bien nos tâches de renforcement du front uni contre les deux superpuissances et leur agent, en France pour préparer notre peuple à la lutte pour défendre son indépendance nationale et instaurer le socialisme.

Dès dimanche, nous avons distribué un tract pour expliquer nos positions et appeler à l'organisation. Ce tract a été très bien reçu surtout parmi les hébergés qui en prenaient plusieurs pour le donner à ceux qui ne pouvaient pas sortir.

Par contre... sur le trottoir d'en face, les révisionnistes étaient malades... et ce n'est qu'un début !

Correspondant H.R.

INTOLERABLE

Le week-end dernier, le racismisme a encore fait un mort et six blessés.

Un mort : un ouvrier algérien qui revenait d'un bal dans un petit village de la Nièvre a été pris à partie par deux hommes dont un militaire, qui armé de son ceinturon lui asséna des coups dont il ne devait pas se relever.

Six blessés : une cinquantaine d'Algériens et de Tunisiens occupant une villa d'un quartier de Nice ont été agressés à deux reprises par des jeunes racistes à qui leurs parents prêtèrent main forte. Deux mineurs ont reconnu devant les enquêteurs de la police leur responsabilité dans les affrontements.

Nous exigeons que soient châtiés les misérables auteurs de ces actes de barbarie, et que soit enfin assurée la sécurité de nos frères immigrés.

OBJECTIF ?

Sans doute pour souci d'«objectivité» un rédacteur anonyme du «Monde» relate dans ce journal l'intervention de militants marxistes-léninistes au rassemblement organisé par la CGT du Livre le 27 mai. Cet anonyme écrit que le tract de «l'Humanité rouge» était rédigé en «termes provocateurs». Ce sont là aussi les qualificatifs employés par le service d'ordre de la CGT. Ce tract distribué à environ 2 000 personnes affirmait notre soutien total aux travailleurs du «Parisien libéré» contre les licenciements et dénonçait également la volonté des dirigeants révisionnistes de contrôler la presse en France comme au Portugal. C'est sans doute cela que cet anonyme qualifie de «termes provocateurs». S'il lisait «Le Monde» il aurait pu y lire un jour une lettre de Séguy exigeant que les journaux ne parlent pas de certaines grèves qui lui déplaisaient.

SOUSCRIPTION

Depuis le 26 mai nous avons reçu 3903,35 F. Le 28 mai au matin, le total général de la souscription était de 93161,17 francs.

RECTIFICATIF

Une coquille s'est glissée dans l'«Humanité rouge» No 16 qui change le sens d'une phrase. Dans l'article sur la question des femmes (p. 4), il faut lire (en bas de la deuxième colonne) : «Sa lutte d'aujourd'hui contre l'application de la nouvelle loi», et non : «Sa lutte... pour l'application».

Les faits sont là (voir H.R. No 13), la bourgeoisie empêche même les femmes de bénéficier de l'acquis - très minime - que représente la loi Veil...